

Energy Program is in force providing a comprehensive set of measures designed to achieve security of supply, greater Canadian ownership and fairness to the consumer. The federal Government's 6&5 program established a framework for the cooperative national effort which has enabled Canada to realize a dramatic reduction in inflation. And the new Western Grain Transportation Act will replace the outdated Crow's Nest Pass freight rate with a more fair and equitable set of rates, thus completing the necessary groundwork for a major expansion of western rail capacity during the balance of the decade.

Meeting the Challenges of World Recession

These four achievements represent the highlights of the Parliamentary session which now is coming to an end; they have been attained in the midst of one of the most turbulent periods which Canada has experienced outside of wartime. The past three and a half years have been marked by global recession, by unstable international petroleum markets, by increased levels of East-West tension, and by the displacement of millions of people around the planet by war, hunger and economic deprivation.

The Canadian response to these troubled times has been, not to retrench, but to meet these greater challenges through a more effective mobilization of our resources. The Government took steps to protect Canadians as much as possible from the ravages of international recession, and to battle domestic inflation. The stage thus was set for the renewed growth and job creation which we are now experiencing.

The centrepiece of the Government's battle against inflation was the 6&5 program, introduced last year to limit increases in incomes and prices regulated by the Federal Government to six percent and five percent respectively over two years. The compulsory restraint measures introduced in the federal public service were reinforced by widespread voluntary adoption of these guidelines by the private sector and the provinces.

The impact of the 6&5 program was enhanced by continuing Government restraint over the discretionary component of its expenditures, and by monetary policy conducted in a way which would not accommodate inflation. The "envelope" system placed pre-set limits on spending in each area of government responsibility, and ensured that policy and funding decisions were taken simultaneously. Improved management practices were implemented generating 122 million dollars in recurring annual savings; opportunities for realizing further annual savings of 139 million dollars have also been identified. Many of the recommendations of the Lambert Commission on Financial Management and Accountability were adopted. As a result of these efforts, the Government's "real", or inflation-adjusted, non-defence operating and capital expenditures are at the same level now that they were six years ago. Total federal government employment, measured in person-years controlled by the Treasury Board, is at the same level in 1983 as it was in 1979.

en y enchâssant une charte des droits et libertés. Avec le Programme énergétique national, il a par ailleurs doté le Canada d'un ensemble de mesures destinées à garantir la sécurité de nos approvisionnements, un accroissement de la propriété canadienne dans ce secteur et un traitement plus équitable des consommateurs. Et, avec son programme des 6 et 5%, il a mis en place un cadre de coopération nationale qui a permis au Canada de réduire considérablement son taux d'inflation. Enfin, la nouvelle Loi sur le transport du grain de l'Ouest vient remplacer le tarif du Nid-de-Corbeau, qui était désuet, par un barème de prix plus équitable. Ainsi, les bases essentielles à une expansion majeure du réseau ferroviaire de l'Ouest d'ici la fin de la décennie sont désormais en place.

Relever les défis posés par la récession mondiale

Ces quatre réalisations, qui représentent les faits saillants de la session prenant fin aujourd'hui, se sont inscrites dans l'une des périodes les plus agitées que le Canada ait connues en temps de paix. Les trois dernières années et demie ont en effet été marquées par une récession économique mondiale, par l'instabilité des marchés du pétrole à l'échelle internationale, par un accroissement des tensions entre l'Est et l'Ouest et par le déplacement, en de nombreux endroits du globe, de millions d'êtres humains chassés de leurs territoires par la guerre, la faim et le dénuement économique.

Face à ces difficultés, les Canadiens ont résisté à la tentation du repli sur soi. Ils ont plutôt mobilisé leurs forces pour relever les durs défis de notre époque. Et le gouvernement s'est appliqué à les protéger autant que possible des ravages de la récession internationale tout en menant la lutte contre l'inflation au pays. Il a ainsi préparé la voie au regain de croissance et à la reprise de l'emploi que nous connaissons actuellement.

Le programme des 6 et 5%, institué l'année dernière afin de limiter à 6%, puis à 5%, au cours d'une période de deux ans les augmentations de revenu et les hausses de prix sous réglementation fédérale, a été l'arme essentielle du gouvernement dans sa lutte contre l'inflation. Les mesures de restriction obligatoires mises en œuvre dans le secteur public fédéral ont été renforcées par un vaste mouvement d'adoption volontaire dans le secteur privé et les provinces.

La compression soutenue des dépenses discrétionnaires du gouvernement et sa politique monétaire anti-inflationniste ont étayé les effets du programme des 6 et 5%. Et le système des enveloppes budgétaires a permis de fixer des limites aux dépenses dans chacun des secteurs d'activité de l'État tout en assurant l'intégration des décisions en matière d'orientations et de financement. Par ailleurs, l'amélioration des méthodes de gestion s'est traduite par une économie de 122 millions de dollars se renouvelant d'année en année. On a aussi trouvé des moyens d'économiser 139 millions de plus par année. Nombre des recommandations de la commission Lambert sur la gestion financière et l'imputabilité ont en outre été adoptées. En conséquence, les débours «réels» du gouvernement, c'est-à-dire ses dépenses d'investissement et de fonctionnement non consacrées à la défense et ajustées en fonction de l'inflation, se situent actuellement au même niveau qu'il y a six ans. Et l'effectif total de la fonction publique fédérale, mesuré en années-personnes contrôlées par le Conseil du Trésor, est, en 1983, le même qu'en 1979.